



Criminaliser la critique envers Israël

La fin de la liberté d'expression ?

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Mondialisation.ca, 11 mai 2009

[Counterpunch](#) 11 mai 2009

Le 16 octobre 2004, le président George W. Bush a signé la loi du lobby israélien, Global Anti-Semitism Review Act. Cette loi confie au Département d'Etat des Etats-Unis (*ministère des affaires étrangères - NDT*) la surveillance de l'antisémitisme à travers le monde.

Pour surveiller l'antisémitisme, il faut d'abord le définir. Quelle est sa définition ? Selon le lobby israélien et Abe Faxman (*directeur de la « Ligue Anti-diffamation » - NDT*), cela pourrait se résumer à « toute critique envers Israël ou les juifs ».

Rahm Israel Emanuel (*chef de cabinet d'Obama - NDT*) n'a pas perdu son temps à la Maison Blanche. Dès qu'il aura fait adopter la loi « Hate Crimes Prevention Act of 2009 » (« loi contre les crimes/délits de haine »), aucun américain ne pourra dire la vérité sur le traitement infligé par Israël aux Palestiniens et le vol de leurs terres sans tomber dans l'illégalité. Il sera interdit aux Chrétiens de faire référence au Nouveau Testament qui dit que les Juifs ont exigé la crucifixion de Jésus.

Il sera interdit de mentionner l'influence extraordinaire du lobby israélien auprès de la Maison Blanche et du Congrès, comme ces résolutions écrites de l'AIPAC qui ont félicité Israël pour ses crimes de guerre contre les Palestiniens de Gaza, et qui ont été approuvées par 100 % du Sénat et 99 % de la Chambre des Représentants tandis que le reste du monde condamnait Israël pour ses actes barbares.

Il sera interdit d'émettre des doutes sur l'Holocauste (*une révolution aux Etats-Unis où la liberté d'expression - jusqu'à présent - était « sacrée »*). Mais il sera toujours possible d'enseigner que le monde a été créé il y a 5000 ans - NDT).

Il sera interdit de faire remarquer la représentativité disproportionnée des Juifs dans les médias et leur influence sur la politique étrangère (des Etats-Unis).

En d'autres termes, cette loi marque la fin de la liberté d'expression, de la liberté d'enquêter, et du premier amendement de la Constitution. Tout fait ou vérité qui toucherait Israël sera tout simplement interdit.

Etant donné la politique du gouvernement des Etats-Unis, qui tend à faire imposer sa loi au monde entier, qui deviendront la Croix-Rouge Internationale, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies et les différentes organisations de défense des droits de l'homme qui ont demandé une enquête sur l'agression militaire d'Israël contre la population civile de Gaza ? Seront-elles emprisonnées pour critique « excessive » d'Israël ?

La question est sérieuse.

Un rapport récent de l'ONU, qui n'a pas encore été publié dans son intégralité, pointe Israël du doigt pour l'attaque contre un bâtiment des Nations Unies à Gaza. Le gouvernement israélien a riposté en accusant le rapport d'être « ouvertement tendancieux » ce qui classe le rapport de l'ONU dans la catégorie des « critiques excessives et d'expression de sentiments ouvertement anti-Israéliens ».

Israël est en train de réussir à utiliser ouvertement le gouvernement des Etats-Unis pour réduire au silence ses critiques malgré le fait que c'est la presse et les soldats israéliens ont révélé les atrocités israéliennes à Gaza et le meurtre prémédité de femmes et d'enfants encouragés par des rabbins. Il s'agit clairement de crimes de guerre.

C'est la presse israélienne qui a publié les images de T-shirts de soldats israéliens qui démontraient que la volonté délibérée d'assassiner des femmes et des enfants faisait désormais partie de la culture de l'armée israélienne. Les T-shirts étaient l'expression horrible d'une barbarie. Sur un t-shirt on pouvait voir une palestinienne enceinte avec une cible sur le ventre et le slogan « une balle, deux morts ». Ces T-shirts sont une indication que la politique israélienne envers les Palestiniens est celle d'une extermination.

Depuis des années, les critiques les plus violentes des mauvais traitements infligés aux Palestiniens émanent de la presse israélienne et des mouvements pacifistes israéliens eux-mêmes. Par exemple, le quotidien israélien Haaretz et Jeff Halper de l'ICAHN ont fait preuve d'une conscience morale qui apparemment fait défaut aux démocraties occidentales où les crimes d'Israël sont couverts et même loués.

La loi US sur la haine sera-t-elle appliquée à Haaretz et Jeff Halper ? Les commentateurs US qui ne feront que reprendre les informations de Haaretz et de Jeff Halper seront-ils arrêtés pour « propagation de haine envers Israël et antisémitisme » ?

De nombreux américains ont le cerveau lavé par la propagande selon laquelle les Palestiniens sont des terroristes qui menacent un Israël innocent. Ces Américains considéreront cette censure comme une simple mesure rendue nécessaire par la lutte contre le terrorisme. Ils accepteront la diabolisation de leurs concitoyens qui rapporteront des faits indéniables sur Israël et approuveront que ces derniers soient punis pour avoir aidé des terroristes.

Une forte pression est exercée pour criminaliser toute critique envers Israël. Des professeurs d'université américains ont été les victimes d'une manoeuvre bien orchestrée pour éliminer toute critique. Norman Finkelstein s'est vu refuser un poste à l'université Catholique suite aux pressions du lobby israélien. A présent le lobby est en chasse contre le professeur de l'université de Californie (et Santa Barbara) William Robinson. Le crime de Robinson <http://fr.mc261.mail.yahoo.com/mc/h...> : son cours sur la politique internationale dont certaines lectures des critiques de l'invasion de Gaza par Israël. <http://www.counterpunch.org/henwood...>

Le lobby israélien a apparemment réussi à convaincre le Département de Justice (sic) d'Obama qu'accuser deux officiels de l'AIPAC, Steven Rosen et Keith Weissman, d'espionnage est un acte antisémite. Le lobby israélien a réussi à retarder leur procès pendant quatre ans et à présent le procureur général Eric Holder a abandonné les charges. Pourtant, Larry Franklin, l'officiel du Département de la Défense qui a été accusé de fournir

des documents à Rosen Et Weissman, purge actuellement une peine de prison de 12 ans et 7 mois. L'absurdité de la chose est extraordinaire. Deux agents israéliens ne sont pas coupables de recevoir des secrets, mais un officiel américain est coupable de les avoir donnés ! S'il n'y a pas d'espion dans l'histoire, comment Franklin a-t-il pu lui fournir des secrets ?

La criminalisation de toute critique envers Israël met fin à tout espoir de voir les Etats-Unis mener une politique étrangère indépendante au Moyen-Orient et qui serve les intérêts de l'Amérique plutôt que ceux d'Israël. Elle met fin à tout espoir de voir les Américains échapper à leur endoctrinement par la propagande israélienne.

Afin de maintenir leurs esprits emprisonnés, le Lobby oeuvre pour faire interdire, pour antisémitisme, toute vérité ou fait qui serait désagréable pour Israël. Il est permis de critiquer n'importe quel pays dans le monde, mais critiquer Israël relève de l'antisémitisme, et l'antisémitisme deviendra bientôt un délit de haine dans tout l'occident.

La majorité de l'Europe a déjà interdit l'expression de doutes sur l'Holocauste. Il est même interdit de le reconnaître mais de mettre en doute le chiffre de six millions de Juifs assassinés. Pourquoi l'Holocauste est-il intouchable ? Comment un événement aussi indéniable peut-il être mis en danger par quelques cinglés antisémites ? A-t-il réellement besoin d'être protégé par une police de la pensée ?

Emprisonner les gens pour leurs questionnements est l'antithèse de la modernité.

Article original en anglais : <http://www.counterpunch.org/roberts05072009.html>

Traduction VD pour le Grand Soir <http://www.legrandsoir.info>

Paul Craig Roberts est l'ancien secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan.

La source originale de cet article est [Counterpunch](#)

Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), [Counterpunch](#), 2009

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca